

L'INSTALLATION DE LA DEMOCRATIE ET DE LA REPUBLIQUE EN FRANCE

LIENS ENTRE DEMOCRATIE ET REPUBLIQUE

- **Démocratie** ==> système dans lequel le pouvoir politique appartient à l'ensemble des citoyens. « Gouvernement du peuple par le peuple », la démocratie exclut le pouvoir d'une autorité qui ne procède pas du peuple. Cette participation au pouvoir, l'individu l'assure par ses droits politiques (élection dans le cadre du suffrage universel) mais aussi par la jouissance des libertés individuelles fondamentales (liberté de pensée, de réunion, d'association, d'opinion ou de conscience, de presse).
- **République** ==> gouvernement dans l'intérêt de tous, et qui n'est pas aux mains d'un monarque héréditaire. On ne peut associer république et démocratie : une république ne recouvre pas systématiquement un système démocratique, et une démocratie n'est pas forcément une république (cf. Royaume Unis, Espagne).
- **De 1815 à 1914**, la France connaît une **succession de régimes politiques** qui vont, chacun à leur manière, marquer une étape dans la conquête du suffrage universel (base de la démocratie) et des libertés fondamentales.
 - Trois cultures politiques s'affrontent :
 - **Le traditionalisme** : les « *blancs* » (refus de la Révolution)
 - **Le libéralisme** : les « *bleus* » (acceptation de la Révolution mais la citoyenneté est réservée à ceux qui ont des biens et l'éducation).
 - **La démocratie** : les « *rouges* » (application intégrale du principe de souveraineté nationale et réformes sociales).
 - Trois moments :
 - **De 1815 à 1870** ==> la France oscille entre ordre et mouvement, entre révolution et tradition. Elle continue ses expériences politiques : 2 révolutions (**1830, 1848**), un coup d'état (**1851**) encadrent 5 régimes différents : monarchie parlementaire, république réformatrice, république conservatrice, empire autoritaire, empire libéral.
 - **De 1870 à 1879** ==> après l'échec d'une restauration monarchique, la république s'installe.
 - **Après 1879** ==> la république s'enracine. Les Républicains font de nombreuses réformes qui marquent durablement le visage de la France.

Grandes étapes historiques

- **1792, acte de naissance du régime républicain français.**
 - Le **21 septembre 1792** qui marque la fin de la monarchie pluriséculaire. La **1^{ère} République** connaît plusieurs formes de gouvernement : Comité de Salut Public (**1793-1795**), Directoire (**1795-1799**), Consulat (**1799 – 1804**).
- **1815-1848, monarchie constitutionnelle¹⁰.**
 - **1815-1830** ==> **Restauration**. Deux frères de Louis XVI se succèdent. La vie politique est animée par les partisans de l'Ancien Régime (les Ultras) qui s'opposent aux partisans des idées de **1789** (les Libéraux) :
 - **1815-1824** ==> **Louis XVIII** octroie une **charte constitutionnelle** où il reconnaît les conquêtes politiques et sociales de la Révolution (égalité civile, liberté individuelle, liberté de la presse, liberté de culte, garantie de la propriété privée), avec l'objectif de réconcilier les français. Mais le roi n'accorde pas le suffrage universel. Le suffrage est censitaire, réservé aux riches propriétaires.
 - **1824-1830** ==> **Charles X**, moins habile, veut un **retour à l'Ancien Régime et à l'absolutisme**. Il se fait sacrer à Reims à 1825, restaurant la monarchie de droit divin et réaffirmant le rôle de la religion catholique comme religion d'Etat. 3 journées révolutionnaires, les « Trois Glorieuses » (**27, 28, 29 Juillet 1830**) chassent Charles X. Les libéraux craignant qu'une république n'amène une révolution sociale, offrent le pouvoir à Louis-Philippe duc d'Orléans.
 - **1830-1848** ==> **Monarchie de juillet**. S'installe avec Louis-Philippe 1^{er} et est au départ un régime plus libéral. Il est proclamé « roi des français ». Le catholicisme n'est plus religion d'état. Il accorde le droit de vote à un plus grand nombre de français (240 000), adopte le drapeau tricolore, supprime la censure. Les députés participent avec le roi à l'élaboration des lois. Autoritaire il reste insensible aux aspirations des classes moyennes et aux demandes de réformes sociales des classes populaires. Le **sentiment républicain** se développe alors que les premières idées socialistes se diffusent. Après **1846**, le mécontentement grandit, renforcé par la crise économique. Les **22, 23 et 24 février 1848**, une révolution chasse Louis-Philippe du pouvoir.

¹⁰ La **monarchie constitutionnelle** est censitaire : le roi partage le pouvoir avec des députés élus (la monarchie est dite parlementaire) par les citoyens les plus riches qui paient le cens (impôt)

- **1848, Révolution et Seconde République (1848-1852)**
 - **Février 1848** : **Avènement de la République**, salué par l'immense majorité des français. Les républicains se divisent entre un courant révolutionnaire et socialiste et un courant libéral et modéré.
 - Le gouvernement provisoire prend des mesures essentielles :
 - Proclamation du suffrage universel masculin.
 - Liberté de réunion, de presse rétablie.
 - Abolition de l'esclavage.
 - Création des ateliers nationaux pour employer les chômeurs.
 - **Avril 1848** : Les électeurs élisent une assemblée dominée par les modérés. Les paysans majoritaires dans la société ont été influencés par les notables. Le « **Parti de l'Ordre** » rassemble les conservateurs autour de la défense de la propriété et de la peur d'une révolution sociale.
 - **Juin 1848** : Jugés trop coûteux, les ateliers nationaux sont fermés, provoquant la **révolte des ouvriers (23-26)**. Elle est réprimée violemment : 5 000 morts. Cette répression marque la fin de la République sociale, les Républicains modérés rejoignent les monarchistes partisans d'un régime d'ordre. **La 2ème république sera conservatrice.**
 - **Décembre 1848** : **Première élection présidentielle**. Voit le succès de **Louis Napoléon Bonaparte**, neveu de Napoléon 1^{er}, candidat du « parti de l'Ordre ». Il a bénéficié de la popularité de son nom dans les campagnes, du désarroi de l'électorat urbain et de l'appui de nombreux notables. Tout en soignant sa popularité, le Président laisse se développer la politique réactionnaire des députés du « parti de l'Ordre ». Craignant les progrès des socialistes, les députés limitent les libertés (presse, associations), renforcent le rôle de l'Eglise sur l'enseignement (Loi Falloux du **15 mars 1850**), et écartent du suffrage universel 3 millions de citoyens pauvres (loi du **30 Mai 1850**).
 - **2 Décembre 1851** : Louis Napoléon Bonaparte ne pouvant obtenir un deuxième mandat, **dissout l'Assemblée** et s'empare de la **totalité des pouvoirs**. Il justifie ce coup d'Etat par la menace des monarchistes sur la République et sa volonté de restaurer le suffrage universel. La résistance au coup d'état rassemble des républicains et les milieux populaires. Les répressions militaire, policière, judiciaire anéantissent toute opposition (Victor Hugo doit s'exiler).
- **1851-1870, Second Empire**
 - Louis Napoléon Bonaparte, président, devient **empereur** le **2 Décembre 1852**. Il cumule les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.
 - **Après 1860** ==> le régime se libéralise quand s'achèvent les grands succès économiques et diplomatiques de Napoléon III. L'empereur essaie de rallier les milieux ouvriers. Il accorde le **droit de grève** aux ouvriers en **1864**, **tolère les syndicats** et rétablit, en partie, les libertés de presse et de réunion. Deux oppositions se manifestent. **Adolphe Thiers** mène les monarchistes ; **Léon Gambetta** dote les Républicains d'un programme (Discours de Belleville **1869**). Il prévoit le droit syndical, de réunion, d'association, séparation de l'Eglise et de l'Etat, instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire, élection des fonctionnaires...
 - Les historiens reconnaissent le rôle du Second Empire dans **l'équipement économique** de la France. Napoléon III estime que l'Etat doit jouer un rôle moteur dans le développement économique et social du pays en favorisant l'essor du capitalisme, en se préoccupant de l'amélioration des conditions de vie des couches sociales modestes.
 - Réseau ferré passe de 3600 à 16000 km
 - Apparition des premières grandes banques.
 - L'empereur change le visage de Paris (travaux dure tout son règne)
 - L'empereur mène une **politique extérieure active**. En **1870**, il déclare la guerre à la Prusse ; il est battu à Sedan. A Paris, la **République est proclamée** le **4 septembre 1870**.
- **1870-1940, La Troisième République**
 - Installation**
 - Les Royalistes majoritaires à l'assemblée sont divisées : Les **Orléanistes** dont attachés aux descendants de Louis-Philippe et acceptent les principes de **1789** ; les **Légitimistes** sont partisans du petit fils de Charles X qui refuse les principes de **1789**.
 - Devant les difficultés à restaurer la monarchie, **Thiers** prend parti en faveur d'une République conservatrice. La majorité monarchiste de l'Assemblée le renverse en **1872** et élit le maréchal de **Mac Mahon** qui met en place un **gouvernement « d'ordre moral »** pour rendre un roi à la France.

- En **1875**, l'échec de Restauration en faveur du comte de **Chambord** (petit fils de Charles X, il refuse le drapeau tricolore et une monarchie parlementaire) conduit les orléanistes à se joindre aux Républicains, pour mettre un terme au provisoire qui dure depuis **1870**. Ils votent les lois constitutionnelles de **1875** qui organisent la III^{ème} République.
- **Léon Gambetta** et **Jules Ferry** organisent d'innombrables réunions publiques lors de leurs voyages en France. Ils dénoncent les tentatives monarchistes de Restauration et le retour en force de l'Eglise catholique. Ils présentent une **République socialement modérée**, acceptable par le peuple des campagnes (« la République c'est l'ordre, les droits de l'homme, le respect de la propriété, le progrès social, la prospérité, etc... »)
- Les idées républicaines gagnent peu à peu le pays. Les républicains progressent dans les élections. En **1876**, ils ont la majorité à la **Chambre des Députés** ; en **1879**, ils ont la majorité au **Sénat** ; le républicain **Jules Grévy** est élu Président de la République.
- **La III^{ème} République est rythmée** par de nombreuses crises donc certaines l'entachent :
 - La **Commune de Paris**¹¹ réprimée dans le sang du **18 au 28 Mars 1871**.
 - Le **scandale de Panama (1891)** qui discrédite la classe politique et financière.
 - L'**Affaire Dreyfus**¹² (**1894-1906**) qui divise la société sur fond d'antisémitisme.
- Ce régime rétablit les libertés fondamentales que le Second Empire avait supprimées.
- Les premières **organisations syndicales** agricoles voient le jour en **1884** et le premier syndicat national (CGT) en **1895**.
- La **Ligue des Droits de l'homme** est fondée en **1898**.
- L'**Ecole Gratuite, laïque et obligatoire** est instituée par les lois de Jules Ferry de **1881-1882**.
- Elle diffuse la **langue française**, ce qui érode les dialectes, et les idéaux républicains (Foi dans la raison, le progrès, défense de la liberté, de l'égalité, de la laïcité).

⇒ C'est à la faveur de la guerre 14-18 que se scelle durablement, mais pas définitivement, le destin de la République et de la démocratie en France. Certes sa naissance fut lente, violente, discontinue et parfois très imparfaite (le Code de l'Indigénat dans les colonies et le refus d'accorder le droit de vote aux femmes en témoigne). Un destin interrompu en 1940, repris en 1946 mais toujours en élaboration puisque c'est la nature première de la démocratie.

¹¹ **Commune de Paris** : c'est un soulèvement patriotique (le peuple de Paris qui a beaucoup souffert du siège de la capitale par les Prussiens, se méfie de l'assemblée royaliste qui siège à Versailles) qui représente un idéal démocratique (mise en place d'une démocratie directe) aux avancées sociales importantes. La Commune est aussi un combat du peuple de Paris contre la France paysanne et bourgeoise. Thiers qui s'est réfugié à Versailles, mène la répression avec une violence inouïe (30 000 exécutions pendant la « semaine sanglante » du 21 au 26 Mai 1871. Les « communards » sont les précurseurs des révolutionnaires du XX^{ème} siècle. Les Républicains évitent de s'indigner, ils ont compris que pour durer, la République doit cesser de s'identifier à la Révolution et à la Terreur.

¹² **Affaire Dreyfus**. *Une affaire d'espionnage*. En 1894, le capitaine Dreyfus, juif alsacien, est accusé de transmettre des documents à l'Allemagne. Il est jugé et condamné. Seuls les proches de Dreyfus sont persuadés de son innocence. L'affaire change de dimension quand des intellectuels comme Zola s'engage au nom de la vérité et de la justice. En 1898, il dénonce une erreur judiciaire dans le célèbre article « j'accuse ». Il est condamné, il se réfugie en Angleterre. C'est la première fois que l'opinion est prise à partie pour faire pression sur les pouvoirs publics.

Une affaire politique. La France se divise alors en deux camps. Les Dreyfusards veulent un nouveau procès, le respect de la vérité, même si elle remet en cause l'armée. Ils regroupent des intellectuels de gauche qui défendent les droits de l'homme. Ils créent la Ligue des Droits de l'homme, organisent de nombreuses réunions, ont recours à la presse. Les Anti-Dreyfusards craignent d'affaiblir l'armée. Elle est nécessaire pour la « revanche » contre l'Allemagne. Ils s'opposent à un nouveau procès. Dreyfus sera gracié en 1906.

Cette affaire provoque l'émergence des intellectuels sur la scène politique. C'est aussi un conflit de valeurs qui provoque un clivage. D'un côté, « les Républicains » attachés à la laïcité de l'Etat, au parlementarisme, à la défense des droits de l'homme, à une politique sociale. La gauche va s'identifier à cette culture républicaine. De l'autre les nationalistes, antisémites, catholiques, mais aussi les anarchistes, les syndicalistes, les révolutionnaires qui s'opposent au régime.

L'affaire Dreyfus produit un changement du personnel politique républicain. On peut parler d'un virage « à gauche » : en 1889, aux modérés (les opportunistes) succèdent les radicaux. Mais il n'y a pas de bouleversement politique. Les Radicaux s'étaient ralliés aux institutions et étaient dépassés sur leur gauche par les socialistes. Les Radicaux mènent une politique de lutte contre l'Eglise catholique. Ils estiment que la religion relève de la superstition. Ils voient dans l'Eglise une institution antirépublicaine. La Laïcisation est la forme juridique et administrative que prit la sécularisation de la société, c'est-à-dire la perte d'influence de l'Eglise. Cet épisode fut violent en raison de la radicalisation des anticléricaux et de la résistance des catholiques intransigeants. La loi de 1901 sur les associations tolère les groupements laïcs, mais elle est utilisée comme une machine de guerre contre les congrégations religieuses qui sont expulsées ; les relations avec le Vatican sont rompues ; en 1905, Aristide Briand fait voter la loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat qui établit la liberté de conscience en France et les prêtres cessent d'être salariés par l'Etat. Après 1910, les menaces de guerre se développent, entraînent un renouveau du nationalisme et une remontée de la droite.